



**HAL**  
open science

# Ce que révèle la pandémie de Covid-19 du fonctionnement des Etats postsoviétiques. L'exemple de la Russie et du Bélarus

Clémentine Fauconnier

► **To cite this version:**

Clémentine Fauconnier. Ce que révèle la pandémie de Covid-19 du fonctionnement des Etats postsoviétiques. L'exemple de la Russie et du Bélarus. Les Études du CERI, 2021, 254-255, pp.17 - 21. 10.25647/etudesduceri.254-255.02 . hal-03384803

**HAL Id: hal-03384803**

**<https://hal.science/hal-03384803>**

Submitted on 19 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Ce que révèle la pandémie de Covid-19 du fonctionnement des Etats postsoviétiques. L'exemple de la Russie et du Bélarus** *par Clémentine Fauconnier*

La confrontation des sociétés postsoviétiques à la crise de la Covid-19 a joué, comme dans le reste du monde, tout à la fois un rôle d'accélérateur et de révélateur<sup>1</sup>. Elle a suscité des batailles autour des chiffres exacts de la pandémie et s'est inscrite dans la compétition internationale de la course au vaccin. La crise sanitaire s'est de surcroît invitée dans un agenda de politique intérieure chargé, notamment en Russie et au Bélarus, nourrissant des mouvements de mécontentement et d'usure de la population, qui n'ont pas abouti pour autant.

### **La gestion de la crise sanitaire en Russie et ses diverses incidences**

Le traitement de la crise s'est opéré en Russie avec son lot de mises en doute et d'actions répressives. A la fin du mois de mars, lorsque le nombre d'individus contaminés s'est envolé, le gouvernement russe a instauré la « semaine chômée » – qui en fait a duré un mois – et imposé la fermeture des restaurants, cafés et commerces dits « non essentiels » sur l'ensemble du territoire. Au même moment, il a fait adopter une loi punissant d'une peine allant jusqu'à cinq ans de prison et deux millions de roubles (environ 23 000 euros) toute personne diffusant de fausses informations sur le virus, tandis que les auteurs de troubles et autres lanceurs d'alerte faisaient l'objet de poursuites ciblées. Ce fut le cas d'Anastasia Vassilieva. Cette ophtalmologue dirige le syndicat indépendant Alliance des médecins, qui réunit plus de deux mille professionnels dans le pays. Elle fut arrêtée le 2 avril dans la région de Novgorod, dans le nord-ouest de la Russie, alors qu'avec son équipe elle fournissait du matériel médical aux établissements de la région. Relâchée le lendemain avec une amende pour non-respect de la quarantaine, elle a continué depuis de tenir un discours en dissonance avec celui des autorités, en pointant notamment la pénurie de matériel et de moyens.

Le taux de mortalité, particulièrement bas, a soulevé de nombreuses questions. Mi-novembre, les autorités du pays donnaient le chiffre de 1,7 %, soit 32 000 décès pour 1,9 million de contaminations<sup>2</sup>, significativement inférieur à celui de la France ou des Etats-Unis (2,2 %). Parmi les voix qui se sont élevées pour discuter ces scores, le démographe Alexeï Rakcha n'a pas hésité à évoquer une falsification des chiffres, sans doute quatre à cinq fois inférieurs à la réalité. S'il n'y a pas eu de réaction officielle du Kremlin, les intimidations dont Rakcha a fait l'objet constituent en soi des réponses. Il a été contraint de quitter son emploi à Rosstat, le service fédéral des statistiques de l'Etat russe, dès le mois de mai 2020, et se voit depuis menacé de poursuites.

---

<sup>1</sup> Anders Aslund, « Responses to the Covid-19 crisis in Russia, Ukraine, and Belarus », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 61, n° 4-5, 16 juin 2020, pp. 532-545.

<sup>2</sup> Voir le chapitre d'Anne de Tinguy dans ce volume, p. 4.

En plus de la prévention des critiques internes et du risque de leur politisation dans un contexte particulièrement sensible pour la Russie, l'enjeu de la lutte contre le coronavirus a également revêtu une dimension internationale avec l'envoi de tests notamment dans certains pays de l'espace postsoviétique : Arménie, Bélarus, Kirghizstan et Ouzbékistan. Cependant la Russie n'a pas été en mesure d'apporter une assistance sanitaire et économique décisive à ses voisins, ce qui invite à formuler l'hypothèse, à terme, d'un renforcement de la présence chinoise en Asie centrale ainsi que dans le Caucase<sup>3</sup>. Face à la crise, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, particulièrement touchés, ainsi que l'Ukraine ont fait le choix du confinement au printemps 2020. A l'inverse, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, s'est distingué par son refus de mettre en place toute mesure drastique de lutte contre le virus, en dénonçant la « psychose » liée à la crise.

Mais c'est surtout l'annonce de la découverte du premier vaccin contre la Covid-19 dès le mois d'août qui a placé la Russie sur le devant de la scène mondiale. Vladimir Poutine s'est personnellement impliqué dans la communication autour de ce qu'il présente comme le premier vaccin mondial contre le virus. Baptisé Spoutnik V, le vaccin a suscité un certain scepticisme à l'étranger, réactivant les accusations de double standard à l'égard de la Russie, notamment de la part des pays occidentaux. Le 11 janvier 2021, le gouvernement russe annonçait que 1,5 million de personnes dans le monde s'étaient vu administrer le vaccin Spoutnik V, dont un million en Russie.

Cette dimension internationale de la lutte contre le virus ainsi que les revendications autour de la découverte du vaccin ont en quelque sorte éclipsé les ravages d'une deuxième vague particulièrement violente avec une augmentation constante du nombre de contaminations depuis la fin du mois de septembre, atteignant le record de 29 500 nouveaux cas le 24 décembre contre les quelque 11 000 recensés le 11 mai, au sommet de la première vague<sup>4</sup>. Soucieuses de protéger l'économie, les autorités ont renoncé à toute mesure radicale pour prévenir la propagation du virus en n'imposant à l'automne ni confinement, ni fermeture des commerces ou des restaurants tandis que l'obligation de port du masque se limite aux lieux particulièrement bondés. A Moscou, le choix a été fait de mesures ciblées : invitation des personnes âgées de plus de 65 ans à rester chez elles, enseignement à distance pour les enfants à partir du collège et imposition du télétravail pour au moins 30 % des salariés en entreprise.

### **Les stratégies de maintien au pouvoir des présidents russe et biélorusse**

Avant même que la crise pandémique ne frappe la Russie, le contexte politique intérieur était particulièrement délicat en raison des annonces, dès le mois de janvier, d'un projet de réforme de la Constitution russe d'une ampleur jusque-là inégalée. Premier signe de l'importance des enjeux, Dmitri Medvedev, Premier ministre depuis 2012, a présenté la

---

<sup>3</sup> Paul Stronski, « Coronavirus in the Caucasus and Central Asia », Carnegie Endowment for International Peace, 8 juillet 2020, <https://carnegieendowment.org/2020/07/08/coronavirus-in-caucasus-and-central-asia-pub-81898>.

<sup>4</sup> <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/russia?country=~RUS>.

démission de son gouvernement le 15 janvier dans la foulée de l'annonce faite par Vladimir Poutine, quelques heures plus tôt, de ses projets de réforme constitutionnelle, alors même que le contenu des modifications apportées à la loi suprême demeurait très flou. Remplacé par Mikhaïl Michouline, Medvedev est alors devenu président du Conseil de sécurité de Russie, fonction créée spécialement pour lui dans une institution présentée de longue date comme une niche institutionnelle potentielle permettant à Vladimir Poutine de rester de fait au pouvoir une fois qu'il aurait quitté sa fonction de président. C'est pourquoi ces changements ont d'emblée été interprétés comme les premiers jalons permettant d'anticiper l'échéance majeure de 2024, qui marque la fin du quatrième mandat présidentiel de Poutine, la Constitution interdisant l'exécution de plus de deux mandats successifs. La proposition de la députée du parti Russie unie, Valentina Tereshkova, lors de l'adoption en seconde lecture des modifications à la Constitution le 10 mars 2020, a mis fin aux spéculations. C'est à cette célèbre cosmonaute âgée de 83 ans, première femme ayant effectué un vol dans l'espace, qu'est revenue la responsabilité de proposer l'exceptionnelle remise à zéro des compteurs du nombre de mandats présidentiels, en raison des bouleversements impliqués par les réformes constitutionnelles. Contrairement à ce qui avait été annoncé en janvier, cette réforme ne modifie pas de façon décisive l'équilibre des pouvoirs entre les institutions russes. Elle représente cependant un tournant déterminant dans la mesure où elle octroie désormais à Poutine la possibilité d'effectuer deux nouveaux mandats – de six ans chacun – et donc de se maintenir à la présidence jusqu'en 2036.

La crise pandémique s'est imposée comme un protagoniste inattendu de ce *Blitzkrieg* constitutionnel en perturbant les plans des dirigeants qui avaient prévu de soumettre le projet de réforme au vote des citoyens russes le 22 avril. Finalement le scrutin a été reporté au début de l'été et, fait sans précédent, en raison des conditions sanitaires il s'est déroulé sur une semaine entière, démultipliant ainsi les occasions de frauder et d'exercer des pressions. Néanmoins le scrutin a enregistré un taux de participation de près de 68 % et une approbation à 78 % sans qu'aucun mouvement de contestation n'ait pu réellement remettre en cause le processus.

Tandis que Vladimir Poutine sécurisait son maintien à la présidence, son voisin et partenaire de longue date Alexandre Loukachenko était confronté à un mouvement de protestation d'une ampleur inédite. Sa réélection ne devait être, comme lors des scrutins précédents, qu'une formalité lui permettant pour la sixième fois consécutive de se maintenir à la tête du Bélarus, qu'il préside depuis 1994. Organisée au milieu de l'été, le 9 août, elle a aussitôt été suivie d'importantes manifestations qui, en dépit de la violence des répressions, se sont poursuivies durant tout l'automne. La dégradation depuis quelques années des relations entre les partenaires russe et biélorusse a permis d'entrevoir un scénario semblable à celui observé en Arménie en 2018, quand un mouvement de protestation populaire avait chassé l'ancien dirigeant, sous l'égide d'une Russie simplement soucieuse de garantir que le nouveau président ne lui serait pas hostile. Le fait que le mouvement n'ait pas de dimension antirusse, contrairement à ce qui a pu être observé dans d'autres pays de l'espace postsoviétique comme l'Ukraine, n'a fait qu'alimenter cette hypothèse. Pour autant la situation s'est rapidement figée autour d'un bloc de soutien international à Loukachenko, centré autour de la Russie et qui compte notamment la Chine, le Venezuela ou encore la Turquie. A l'opposé l'Union européenne, l'Australie et la majeure partie du continent américain ont formulé des critiques à l'égard de la réélection

de Loukachenko, voire ne l'ont pas reconnue. L'espace postsoviétique lui-même se voit divisé entre, d'une part, une majorité de pays ayant félicité Loukachenko, parmi lesquels la Moldavie, les pays d'Asie centrale et du Caucase – à l'exception du Turkménistan et de la Géorgie qui n'ont pas réagi officiellement – et d'autre part l'Ukraine et les pays baltes qui ont remis en cause la légitimité des résultats du vote. L'investiture du président sortant a cependant eu lieu le 23 septembre mais la cérémonie s'est déroulée secrètement.

### **L'enracinement de la contestation**

Au Bélarus, la mobilisation a vu l'émergence de nouvelles figures d'opposants et surtout d'opposantes parmi lesquelles Svetlana Tikhanovskaïa, candidate à l'élection présidentielle face à Alexandre Loukachenko, créditée officiellement de 10 % des votes. Cette traductrice et enseignante âgée de 38 ans est l'épouse du blogueur Sergueï Tikhanovski, opposant de longue date au régime. C'est après l'arrestation de son mari par les autorités du pays deux jours après avoir annoncé son intention d'être candidat au scrutin, qu'elle a décidé de se présenter à sa place. En raison de la forte répression qui a suivi l'élection, elle s'est réfugiée en Lituanie. Avec le départ progressif en exil – forcé ou délibéré – des opposants les plus visibles vers les pays européens voisins au cours des semaines qui ont suivi le scrutin, et la répression toujours plus forte, le présidium du Conseil de coordination de l'opposition, créé pour coordonner la transition au pouvoir, n'a rapidement plus compté de membres sur le territoire du pays, à l'exception de Svetlana Alexievitch. Mondialement connue pour ses ouvrages et l'attribution du prix Nobel de littérature en 2015, cette dernière a également fait l'objet d'intimidations et de menaces. La venue d'ambassadeurs européens au domicile de l'écrivaine pour empêcher les intrusions et son éventuel enlèvement constitue un symbole fort du soutien de l'Union européenne à la mobilisation. Deux mois plus tard, la répression se poursuivait avec notamment le décès, le 12 novembre, du peintre Roman Bondarenko, suite probable d'un passage à tabac lors de sa détention, qui a suscité une très vive émotion. La mobilisation a continué sous une forme atténuée, notamment en raison de l'hiver, avec des actions sporadiques. Le 10 janvier, Loukachenko a annoncé qu'il comptait organiser un référendum pour déterminer si le pays avait besoin d'une nouvelle Constitution.

La condamnation par l'Union européenne des répressions à l'encontre des opposants politiques ne s'est pourtant pas limitée au cas bélarusse puisque dans le même temps, Alexeï Navalny a été victime d'un empoisonnement. Figure de proue de l'opposition dite antisystème à Poutine depuis le tout début de la décennie 2010, il est parvenu à mobiliser largement la population en dénonçant dans des vidéos vues des millions de fois sur les réseaux sociaux la corruption des élites russes. Il est tombé dans le coma le 20 août lors d'un trajet en avion alors qu'il faisait campagne pour les élections régionales à venir. Après deux jours passés dans un hôpital sibérien, il a été transféré à Berlin, où les médecins ont confirmé l'hypothèse d'un empoisonnement par une substance de type novitchok. Directement interpellées par Angela Merkel et les autres dirigeants européens, les autorités russes ont retourné ce qu'elles entendaient comme des accusations directes : l'empoisonnement pourrait être le fait de l'Union européenne dans le but de déstabiliser les relations avec la Russie.

Tandis que l'opposant russe se rétablissait progressivement, l'UE a annoncé en octobre avoir adopté une série de sanctions contre six personnalités russes, ce à quoi les autorités russes ont répliqué qu'elles sanctionneraient à leur tour des responsables français et allemands.

L'empoisonnement de Navalny est intervenu dans un contexte d'enracinement des mobilisations. Si le pouvoir est parvenu sans difficulté à faire adopter les modifications à la Constitution donnant à Vladimir Poutine la possibilité de se maintenir au pouvoir pour douze années supplémentaires à l'issue de son mandat, la cote de popularité du Président est historiquement basse, avec une chute régulière observable depuis la réforme des retraites en 2018. A cela s'ajoute un mouvement de protestation territorial à Khabarovsk, dans l'extrême orient russe, conséquence de l'arrestation le 9 juillet de Sergueï Fourgal, ex-gouverneur de la région, pour une affaire criminelle vieille de quinze ans. La contestation s'est poursuivie durant l'été et l'automne et a bénéficié du soutien de citoyens russes d'autres villes tandis que le centre d'enquête sur l'opinion publique Levada indiquait que 83 % des Russes étaient au courant des événements se déroulant dans la région et que 45 % considéraient favorablement le mouvement contre 17 % qui en avaient une opinion négative<sup>5</sup>. L'ensemble de ces facteurs a pu exacerber la fébrilité des cercles dirigeants, témoins en outre du succès politique du jour au lendemain d'une quasi-inconnue dans le Bélarus voisin. Il faut cependant rappeler que Navalny est depuis de nombreuses années la cible de multiples intimidations, poursuites et agressions. En dépit de son caractère spectaculaire, son empoisonnement s'inscrit avant tout dans la continuité d'un harcèlement quasi constant, indépendamment du contexte particulier de l'été 2020.

\*

\*   \*

Si en Russie la crise sanitaire n'a pas empêché l'enracinement de mouvements protestataires, elle n'a cependant perturbé qu'à la marge les stratégies de maintien au pouvoir de Vladimir Poutine. A l'inverse au Bélarus, l'attitude désinvolte et provocatrice d'Alexandre Loukachenko face à la Covid-19 a été citée parmi les grands facteurs ayant déclenché dans le pays un mouvement de protestation d'une ampleur jusque-là inédite dans le pays depuis la chute de l'URSS. La concomitance de ces stratégies de maintien au pouvoir sur fond de mécontentement populaire et de répression de la contestation n'a fait que tendre davantage les relations des pays concernés avec l'Union européenne.

---

<sup>5</sup> <https://www.levada.ru/2020/07/28/protesty-v-habarovske/>.

**Pour citer ce chapitre** : Clémentine Fauconnier, « Ce que révèle la pandémie de Covid-19 du fonctionnement des Etats postsoviétiques. L'exemple de la Russie et du Bélarus », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 254-255, février 2021 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceriffr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceriffr/papier/etude)].